

DECLARATION

DU

Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien

Sept mois après avoir renoncé à la coopération, le gouvernement vient de prendre une initiative révélatrice : l'emprisonnement de Ben Salah et la décision de le faire comparaître devant la Haute Cour. Ce faisant, c'est pour dissimuler la crise qu'il traverse actuellement que le pouvoir de la bourgeoisie a eu recours à cette nouvelle manœuvre démagogique. Alors que le peuple voit le chômage s'étendre, les conditions générales de sa vie devenir chaque jour plus difficiles, la bourgeoisie lui jette un nouvel os à ronger, tente de détourner son attention et ses procédés demeurent ce qu'ils ont été dans le passé : arbitraire, mensonge, mépris de sa propre légalité et des droits élémentaires des citoyens.

Le G.E.A.S.T. a été le premier et pratiquement le seul à condamner la politique pseudo-socialiste dont Ben Salah était un défenseur particulièrement zélé. Toutes nos prises de position, y compris celles qui ont entraîné la dure répression de mars 1968 sont à cet égard suffisamment éloquentes. Le « socialisme destourien » a toujours été pour nous un moyen de généralisation du capitalisme sous une forme autocratique, fondée sur la contrainte et la répression policière. A ce titre, nous avons toujours dénoncé Ben Salah et tous les chiens de garde de la bourgeoisie tunisienne.

Si les masses populaires, paysans pauvres et ouvriers, ont toujours opposé une résistance acharnée à la politique d'avant septembre 1969, elles ne sont pas dupes car elles savent que cette politique n'a jamais été l'œuvre personnelle de Ben Salah, mais celle de toute la bourgeoisie au pouvoir. Les mêmes qui l'accablent aujourd'hui étaient ses co-auteurs et ses exécutants. Bourguiba disait : « Celui qui attaque Ben Salah, m'attaque personnellement. » Les ministres prenaient allègrement le volant des tracteurs pour défoncer les bornes des propriétés agricoles, tout le gouvernement a approuvé la répression au Sahel...

Devant l'échec de sa politique, l'équipe au pouvoir commence à s'entre-déchirer, montrant au grand jour sa faiblesse et l'impasse dans laquelle elle se trouve. Pour ne pas avoir à rendre des comptes sur toute une politique, craignant que la connaissance de la vérité n'excite contre elle la colère des masses populaires, cette équipe donne Ben Salah en holocauste, s'acharne contre lui et en fait le bouc émissaire universel en essayant d'utiliser la haine que le peuple tunisien a voué à celui qui représentait le plus une politique d'exploitation, d'oppression et de répression contre les masses.

Mais le pouvoir ne peut pas faire les choses au grand jour, car il sait que le procès de Ben Salah risque d'être celui de toute une politique et de tous ses tenants, Bourguiba en tête.

De toute façon, la justice bourgeoise — instrument aux mains de la classe dominante — se gardera bien de retenir contre Ben Salah les charges que les masses populaires retiennent contre le pouvoir tout entier.

C'est parce que nous intégrons le combat démocratique dans le cadre de la lutte contre la dictature et l'exploitation de la bourgeoisie, que nous condamnons les méthodes arbitraires, la suppression des garanties des accusés et le recours maintenant habituel à des juridictions d'exception susceptibles d'empêcher la vérité d'être dite, comme nous luttons contre la loi de 1959 qui supprime la liberté d'organisation et contre toutes les violations des libertés démocratiques.

Que Ben Salah, en qui nous avons toujours vu un traître au prolétariat et un ennemi de la démocratie, soit à son tour la victime des méthodes dictatoriales et arbitraires, cela ne nous fait pas renoncer à nos positions de principe : nous défendons le droit de Ben Salah, comme celui de tous les citoyens tunisiens à avoir un procès public, où toute la lumière pourra être faite : car en plus du droit de Ben Salah à se défendre, c'est le droit le plus fondamental des masses populaires à connaître tous les responsables d'une politique qui les a opprimés si durement.

Mais nous savons que le pouvoir ne peut pas faire son propre procès ; les masses populaires le feront.

Nous disons NON à la mascarade du bouc émissaire, NON à la perpétration de l'arbitraire, nous exigeons les rétablissements des libertés démocratiques.

FAISONS DE CE PROCES LE PROCES DE LA BOURGEOISIE !

Le 6 avril 1970.

G.E.A.S.T. (« Perspectives »)

Osons lutter, Osons vaincre

Les manifestations de mars, la répression qui a suivi et le procès de Tunis ont conduit le mouvement révolutionnaire à une phase supérieure.

Le pouvoir espérait en finir avec ce mouvement en le décapitant et en discréditant aux yeux des masses. **Son échec aujourd'hui est évident.** Bien au contraire, il s'est aujourd'hui démasqué en abandonnant de lui-même sa façade démocratique. Bourguiba n'a-t-il pas avoué publiquement le caractère policier du régime en déclarant : « Je sais prendre mes responsabilités et ne pas reculer devant une opération répressive. S'agissant d'un danger qui menace la stabilité du régime, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir. » De plus, le régime est réduit aujourd'hui à terroriser la population. Loin de chercher l'adhésion des masses, le parti destourien, par la bouche de ses dirigeants, reconnaît vouloir inspirer la crainte.

Nos camarades, par leur attitude courageuse et conséquente, sont apparus, malgré les calomnies répandues à grands frais par l'appareil d'état, comme les véritables défenseurs des intérêts et des aspirations des masses populaires et nul doute que le mouvement révolutionnaire est sorti grandi. **Parce que notre groupe est résolu à poursuivre le combat pour faire avancer le mouvement, parce que toute confusion profite au régime, parce que notre groupe est convaincu de la nécessité actuelle d'une action commune de la gauche sur des points précis,** il estime que ce travail ne peut se faire que dans la clarté.

On peut dire tout d'abord que le déroulement de ce procès et la répression qui l'a accompagné constituent une **confirmation concrète** de la justesse des analyses antérieures du groupe sur la nature du pouvoir et il est inutile de chercher une manifestation plus évidente du contenu de classe du régime destourien.

Le procès de Tunis aura aussi prouvé la **nécessité d'une organisation révolutionnaire** du prolétariat capable de mobiliser les masses et les conduire dans la lutte contre l'appareil de l'état bourgeois.

I. — CARACTERES GENERAUX DU REGIME

a) Contenu de classe :

La répression sauvage que le pouvoir a exercée contre les militants de notre groupe ne laisse aucun doute sur le caractère de classe du régime destourien. C'est parce qu'ils ont lancé le mot d'ordre historique de jonction avec la classe ouvrière, parce qu'ils ont dénoncé le caractère fondamentalement policier du régime et qu'ils ont mis à nu son assujettissement à l'impérialisme que les militants arrêtés ont été torturés avant de passer devant une Cour de sûreté, fabriquée pour la circonstance, qui prononça un verdict scandaleux. **L'appareil s'est donc parfaitement acquitté de la tâche qui lui est dévolue dans tout régime capitaliste : la défense de la bourgeoisie et de ses intérêts de classe.**

Certes, nous n'ignorons pas la complexité de la structure de classes dans notre pays et en particulier le rôle de la bureaucratie qui est à l'origine de nombreuses réformes économiques équivoques. Mais comme le régime se trouve incapable d'apporter des solutions véritables aux revendications qui, de plus en plus, s'expriment par des manifestations ou des actions spontanées que le régime est acculé aujourd'hui à reconnaître, la bourgeoisie et la bureaucratie, par le biais de l'appareil d'état qui est à leur service, ont joué pleinement le rôle répressif caractéristique de tout régime capitaliste : cela montre bien le caractère fondamental de classe du régime.

b) Fascisation du pouvoir :

Aujourd'hui on voit le régime destourien **évoluer à grands pas vers un véritable fascisme** et se débarrasser de sa façade démocratique malgré sa démagogie de « Socialisme » destourien. Il s'agit là d'un signe qui est apparu avant

même les événements de mars avec la prestation générale de serment (novembre 1967).

Il apparaît de plus en plus que la seule réponse du pouvoir aux exigences des masses populaires est la répression généralisée et institutionnalisée et le renforcement de l'appareil policier. N'importe quel citoyen tunisien qui affiche des opinions autres que celles du pouvoir peut être arrêté et torturé.

c) Inféodation à l'impérialisme :

C'est là aussi une donnée du régime destourien **qui ne prête plus à aucune équivoque**, car le pouvoir ne cache plus ses liens avec l'impérialisme. La pénétration de plus en plus grande de l'impérialisme international dans notre pays sous couvert d'« aide » économique, le soutien inconditionnel apporté par Bourguiba à l'agression US contre l'héroïque peuple vietnamien, de même que les sorties répétées, théâtrales et tapageuses, de la Tunisie de la ligue arabe uniquement pour plaire aux Américains, constituent les manifestations les plus éclatantes de cette inféodation à l'impérialisme international du régime destourien. Les militants anti-impérialistes tunisiens garderont à jamais dans leur mémoire le fait que le verdict du dernier procès a été rendu entre le départ de Tunisie d'une délégation de fantoches sud-vietnamiens en « mission de bonne volonté » et l'arrivée du Little Rock, vaisseau battant pavillon américain de l'amiral David Richardson, commandant la 6^e flotte US en Méditerranée, en « visite de courtoisie ». Nous sommes sûrs que le peuple tunisien qui a chassé le colonialisme français ne **tardera pas à se lever pour défendre farouchement son indépendance et pour combattre le gouvernement destourien**, support et soutien de l'impérialisme international.

Tel qu'il est aujourd'hui, le régime destourien se présente donc comme **l'ennemi principal** du prolétariat de la ville et de la campagne, et pour le combattre celui-ci doit se doter d'une organisation révolutionnaire.

II. — NECESSITE D'UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

La répression prenant des dimensions de plus en plus grandes, seule une organisation révolutionnaire du prolétariat peut mener et développer la lutte contre le régime de classe.

C'est à la construction d'une telle organisation que doivent s'atteler les militants tunisiens qui se placent sur les positions du prolétariat. Sans une telle organisation, aucune lutte sérieuse et continue ne peut être menée contre l'appareil d'état au service de la bourgeoisie et de la bureaucratie (police, justice, armée) et contre la pénétration de l'impérialisme en Tunisie. C'est ce qu'ont compris les manifestants qui ont lancé dans les meetings et les assemblées libres de mars le mot d'ordre historique de jonction avec la classe ouvrière.

Nous pensons qu'une telle organisation, pour être efficace, doit remplir **deux conditions**. Elle doit d'abord s'armer de **l'idéologie du prolétariat**, ensuite se placer dans une perspective de lutte car, comme le prouve la pratique du mouvement étudiant lors des deux dernières années, **seule l'action paie**.

1. Une idéologie du prolétariat :

Pour perpétrer sa dictature, la bourgeoisie impose par le biais de l'appareil d'état qu'elle contrôle, son idéologie. S'il veut la combattre, le prolétariat doit se structurer en tant que classe et lui opposer son idéologie — le marxisme-léninisme — et son organisation. C'est de cette idéologie que notre groupe se réclame. Ceci, notre groupe l'a affirmé dans ses textes, sous la répression et lors du procès.

Sans entrer ici dans les détails de cette idéologie qui a guidé tous les révolutionnaires authentiques qui ont mené à bien les tâches de la révolution prolétarienne dans leur pays, notre groupe estime indispensable d'affirmer son adhésion totale aux trois thèses fondamentales du **marxisme-léninisme** sur lesquels il ne transigera jamais et qui constituent le point de départ de toutes ses analyses.

a) La lutte de classes :

Ce principe constitue le fondement des analyses de notre groupe, car nous pensons qu'il constitue la pierre angulaire du marxisme-léninisme et le négliger c'est tout simplement s'interdire la compréhension du développement historique de toute société humaine.

Dans notre pays, nous pensons que toute « analyse » faite sans tenir compte de ce principe sert consciemment ou inconsciemment le régime destourien et notre groupe est résolu, quant à lui, à combattre énergiquement de telles « analyses » qui sèment la confusion dans une période où la clarté est indispensable à la gauche tunisienne.

Nous nous en tenons donc à ce principe tel qu'il se dégage du passage suivant de Lénine :

« Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales religieuses, politiques et sociales, à discerner **les intérêts** de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront toujours dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a **qu'un** moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent — et **doivent** de par leur situation sociale — devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau. »

b) Le droit historique du prolétariat de répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire :

Sur ce principe, aucune équivoque, aucun compromis ne doit être permis. La répression sauvage qui s'est abattue sur les militants de notre groupe parce qu'ils ont osé lancer le mot d'ordre historique de jonction avec la classe ouvrière doit ouvrir les yeux aux capitulards et aux opportunistes de tout accabit. Notre groupe, quant à lui, est convaincu que la négation de ce principe fondamental conduit à la **démision et finalement à la trahison des masses populaires. Y renoncer c'est aussi ne pas voir la nécessité de l'organisation révolutionnaire** du prolétariat, car pour répondre aux coups de la bourgeoisie, le prolétariat n'a pas d'autre moyen que lui opposer sa propre organisation, sa propre idéologie.

A la violence de la bourgeoisie qui est aujourd'hui évidente dans notre pays, le prolétariat industriel et agricole a le droit historique de répondre par la violence révolutionnaire.

c) La définition de l'état :

Notre groupe s'en tient à cet égard à la définition suivante de Lénine :

« L'état est une machine qui permet à une classe d'en opprimer une autre, une machine destinée à maintenir dans la sujétion d'une classe toutes les autres classes asservies par elle. »

Cette thèse de portée générale est valable aujourd'hui en Tunisie.

Certes, comme cela est précisé plus haut, la structure de classe de notre pays est complexe. Mais il y a aujourd'hui un fait **incontestable** : la **bureaucratie** que d'aucuns considéreraient capable de répondre aux revendications populaires, **s'est comportée comme la bureaucratie de la bourgeoisie** et a fait bloc avec elle pour contrecarrer le mouvement révolutionnaire. Elle ne pouvait faire autrement compte tenu du danger que faisait courir ce mouvement aux intérêts qu'elle avait acquis depuis l'indépendance.

L'état tunisien joue donc bien **le rôle d'opresseur** des larges masses populaires et il est difficile de tromper dorénavant celles-ci sur ce point.

Telles sont les trois thèses fondamentales qui constituent le point de départ de toutes les analyses de notre groupe. **Nous n'ignorons pas les difficultés** qu'entraînent un tel choix

pour développer, expliquer nos options au sein des masses. Des solutions de facilité — que notre groupe rejette — ne manquent certainement pas :

— **Celle de flatter une soi-disant gauche destourienne** qui se gargarise de phraséologie socialisante et dont l'appui actif et conscient au pouvoir inféodé à l'impérialisme et répressif n'a jamais fait défaut. On aura attendu en vain de sa part la moindre manifestation, le moindre signe pour désapprouver cette inféodation à l'impérialisme et cette sauvage répression...

— **Celle qui consiste à exploiter les sentiments populaires et à fuir la lourde responsabilité d'expliquer la voie juste.** Ce sont la lutte de classes et la position du prolétariat qui constituent le fondement de nos analyses et de nos positions.

C'est ainsi que la lutte contre la pénétration de l'impérialisme américain dans notre pays s'intègre dans notre politique d'élévation de la conscience de classe.

C'est ainsi aussi que notre soutien résolu à la juste lutte du peuple palestinien refuse la démagogie facile des adversaires du marxisme-léninisme. Compte tenu des caractères généraux du régime tunisien, notre groupe **déclare que la façon la plus efficace** pour les révolutionnaires tunisiens d'aider le peuple palestinien **est, en plus du soutien militant, actif et multiforme à sa juste lutte de libération nationale, de combattre le pouvoir destourien, inféodé à l'impérialisme international et particulièrement américain.**

C'est aussi des mêmes principes que découle la position de notre groupe sur le problème de l'**union des peuples arabes**. Selon nous, celle-ci ne peut se faire que sur la base de la **solidarité de classe des prolétaires des pays arabes**. Elle **ne doit**, selon notre groupe, **détourner** en aucune manière les révolutionnaires tunisiens de leur **devoir d'internationalistes prolétariens** qui s'exprime particulièrement aujourd'hui par notre **appui total** à l'héroïque peuple vietnamien.

2. Le rôle de la pratique :

Notre groupe estime que la seule voie pour le renforcement d'une organisation révolutionnaire est dans l'action et dans la pratique. **C'est ainsi que l'idée qui consiste à croire qu'il faut accumuler les forces dans l'inaction, à séparer théorie et pratique révolutionnaires, est anti-marxiste, capitularde et liquidatrice.**

C'est dans l'action que les militants armés d'une idéologie juste se trempent dans la lutte révolutionnaire. Nous n'ignorons pas que le développement du mouvement révolutionnaire ne se fait pas d'une manière linéaire, qu'il risque d'essuyer des échecs, que l'action engendre la répression, mais nous sommes convaincus — et le dernier procès l'a montré avec éclat — que notre groupe en est sorti grandi.

III. — LA SITUATION ACTUELLE

Aujourd'hui, le but du pouvoir est de généraliser et d'institutionnaliser le système répressif tout en multipliant les manœuvres et en particulier en tendant la perche à certains dans le but de les récupérer pour discréditer le mouvement dans son ensemble : **c'est la politique classique du bâton et de la carotte.**

Nous savons aujourd'hui que les conditions ont empiré pour l'ensemble des détenus, des sévices et des tortures sont infligés aussi bien pour ceux qui ont été condamnés que pour ceux qui attendent encore de l'être. Notre groupe ne saurait se taire devant un tel mépris de la personne humaine. Pour protester contre de tels traitements, tous les détenus ont déclenché une grève de la faim.

En intensifiant sa politique répressive, le pouvoir veut avoir les mains libres pour poursuivre sa politique anti-populaire et d'inféodation à l'impérialisme.

Pour combattre cette politique et pour déjouer les manœuvres de récupération, une action commune de toute la gauche est indispensable.

Notre groupe estime que cette action ne peut se faire que **sur des points précis** et **dans la clarté** des positions de chacun.

A bas la répression destourienne !

A bas l'impérialisme et ses valets !

Vive la démocratie pour les larges masses populaires !

Paris, le 6 novembre 1968.